



MAGAZINE MODE : LA RUE DONNE LE TON

WEEK-END IDÉES LAÏCITÉ, DE LA THÉORIE À LA PRATIQUE

UNIQUEMENT EN FRANCE MÉTROPOLITAINE, EN BELGIQUE ET AU LUXEMBOURG

L'Amérique suspendue à l'affaire Kavanaugh

► Les Etats-Unis ont vécu, jeudi, une journée cruciale dans la bataille pour le contrôle de la Cour suprême

► Christine Blasey Ford puis Brett Kavanaugh ont été auditionnés par la commission des affaires judiciaires du Sénat

► La première accuse le second, candidat de Trump à la Cour suprême, de l'avoir agressée sexuellement dans les années 1980

► Le président américain a redit jeudi son soutien à M. Kavanaugh. Les républicains sont tentés de passer en force pour l'imposer

► Ce conflit sur la confirmation du juge pèse sur la campagne des élections de mi-mandat

PAGE 2

LA DIFFICILE RECONSTRUCTION DE SAINT-MARTIN

► Le chef de l'Etat est attendu samedi sur l'île des Antilles frappée par l'ouragan Irma, en septembre 2017

► Un an après, Saint-Martin, en longue convalescence, rebâtit de façon souvent anarchique

► En Martinique, le président de la République a qualifié la pollution au chlordécone de « scandale environnemental »

PAGES 6-7

Quartier d'Agrément, Marigot, le 25 septembre.

LAURENT BAVLY POUR « LE MONDE »



Italie

Avec son budget, le gouvernement défie Bruxelles

LE MOUVEMENT 5 ÉTOILES (anti-système) et la Ligue (extrême droite), qui gouvernent l'Italie en coalition depuis le 1^{er} juin, se sont entendus dans la soirée du jeudi 27 septembre sur un objectif de déficit de 2,4% du PIB dans le projet de budget pour 2019. Les deux formations escomptent financer ainsi leurs principales promesses de campagne, qu'il s'agisse de la baisse des impôts, cheval de bataille de la Ligue, du « revenu de citoyenneté » porté par les « 5 étoiles » ou de la remise à plat de la réforme des retraites de 2011 défendue par les deux partenaires. L'accord trouvé prévoit donc une forte relance budgétaire en 2019, mais aussi en 2020 et en 2021. Il place la Commission européenne, auprès de laquelle l'Italie s'était engagée à réduire à 1,6% du PIB son déficit, dans une position délicate.

CAHIER ÉCO - PAGE 3



Musique

Jean-Louis Murat, de Napoléon à Kendrick Lamar

PAGE 16

FRANK LORIOU

Parlement

Le désarroi du « marais » macroniste

Issue de la société civile, une partie des députés LRM n'a jamais trouvé sa place à l'Assemblée nationale. Les difficultés de la rentrée et les choix imposés par l'Elysée ont accentué leurs états d'âme, entre absentéisme ou repli dans leurs circonscriptions

PAGE 8

Social

Emplois non pourvus, mots et réalités

Les propos du chef de l'Etat adressés à un jeune sans emploi ont relancé le débat récurrent sur la volonté des chômeurs de trouver un travail. Rencontre avec des entreprises qui expliquent que ce n'est pas la motivation qui manque, mais la qualification

PAGE 10

Vie privée

Après le scandale, Data Propria ressuscite Cambridge Analytica

CAHIER ÉCO - PAGE 2

Canada

Le thème de l'immigration est au cœur des élections québécoises

PAGE 4

Technologie

Quand votre smartphone vous dit que vous le regardez trop

CAHIER ÉCO - PAGE 12



ÉDITORIAL

LA SÉCURITÉ SOCIALE ENFIN DANS LE VERT

PAGE 19

Besoin d'une nouvelle énergie pour vos défis d'entreprises ?

Depuis les Antilles, Emmanuel Macron appelle les Français à l'aide et à la patience

Le chef de l'Etat a reconnu que « les choses ne peuvent pas aller mieux du jour au lendemain »

FORT-DE-FRANCE (MARTINIQUE) -
envoyé spécial

Le propos est inédit dans la bouche du chef de l'Etat. En visite pour quatre jours dans les Antilles françaises, Emmanuel Macron a lancé, lors d'une première étape en Martinique, jeudi 27 septembre, un appel à l'aide inhabituel de la part de celui qui avait théorisé la présidence verticale. « *Aidez-moi!* », a-t-il demandé, à plusieurs reprises, lors d'une conférence de presse improvisée à la résidence du préfet, à Fort-de-France. « *J'ai besoin de vous, journalistes, population, élus* » pour expliquer l'action de l'exécutif, a-t-il ajouté.

Au plus mal dans les sondages, critiqué par certains de ses ministres, Emmanuel Macron n'a pas le choix : pour pouvoir continuer à réformer jusqu'à la fin de son quinquennat, le chef de l'Etat doit convaincre les Français que sa politique est la bonne, qu'il ne s'est pas trompé de route malgré l'absence de résultats tangibles. Pour cela, il a décidé de redescendre dans l'arène, comme il l'avait fait durant la campagne présidentielle. De prendre lui-même le taureau par les cornes puisque personne ne le fait à sa place, malgré ses demandes répétées aux membres du gouvernement et aux élus de la majorité.

« *Je ne me cache pas* », a ainsi vanté le président de la République lors d'un bain de foule avec une cinquantaine d'habitants de Saint-Pierre, la « Pompéï des Caraïbes », dévastée en 1902 par une

éruption de la montagne Pelée qui fit 30 000 morts et dont les stigmates sont toujours visibles dans la ville. « *Il y a un besoin d'être au contact, d'être naturel. Moi je continuerai à l'être et à répondre aux gens de manière très directe* », a-t-il poursuivi, même si les rencontres avec les habitants de l'île aux fleurs furent réduites, du fait de l'approche de la tempête tropicale Kirk – les écoles avaient été fermées et les rassemblements publics interdits par le préfet.

« Je me bats tous les jours »

Décidé à s'adresser aux Français après plus de cinq mois de silence – son dernier entretien télévisé remonte au 15 avril – marqués par l'affaire Benalla ou la démission de Nicolas Hulot, Emmanuel Macron a dit comprendre « *l'impatience* » qui s'exprime dans les études d'opinion, même si l'Elysée réfute avoir le nez sur les sondages. « *J'ai dans le ventre l'impatience de 66 millions de Français*, a-t-il assuré. *Je veux qu'on aille encore plus vite, encore plus fort. Je veux que les choses aillent mieux, c'est pour ça que je me bats tous les jours sans relâche.* »

A plusieurs reprises, Emmanuel Macron a tenté devant les Martiniquais de vanter les mesures prises par son gouvernement, en matière de pouvoir d'achat notamment. Réduction de la taxe d'habitation, reste à charge zéro pour les lunettes ou les prothèses auditives, mise en place de Parcoursup, lancement du service national universel... A l'entendre, tout ne serait qu'une question de

temps pour voir les premiers effets de sa politique. « *Les choses ne peuvent pas aller mieux du jour au lendemain* », a-t-il insisté, manière de réclamer en creux davantage de patience. « *Prenez le transport. On a fait une réforme qui a pris des mois. Il y a un an, tout le monde disait : c'est impossible. Elle a été faite. C'est formidable* », a plaidé M. Macron à propos de la SNCF. Même si, a-t-il ajouté, « *les gens verront les conséquences concrètes dans plusieurs années* ».

« *Nous sommes dans ce moment très difficile où on a investi beaucoup de capital politique dans l'action, la transformation du pays, et dans le même temps où on n'en voit pas encore les effets* », reconnaît un proche conseiller de M. Macron, espérant que ce moment s'apparentera à « *un interstice* » et non à « *un trou béant* ».

L'heure n'est pas à l'autocritique. M. Macron assure être victime d'un emballement des médias

Pour autant, l'heure n'est pas à l'autocritique. Alors que des élus de la majorité lui reprochent de saboter lui-même son action à coup de petites phrases sur « *les Gaulois réfractaires* » ou « *le pognon de dinde* », Emmanuel Macron assure être victime d'un emballement des médias. « *Parfois on sort de son contexte une phrase, un mot. Vous le faites beaucoup, je le comprends, ça fait un peu partie de votre fonds de commerce* », a-t-il lancé aux

journalistes présents autour de lui à Saint-Pierre, se plaignant que cela crée « *une forme de distance* » entre lui et les Français. Dans un entretien donné à l'émission « *Quotidien* » diffusée sur TMC, le chef de l'Etat a toutefois confessé qu'employer l'expression « *Gaulois réfractaires au changement* » pour parler des Français était « *une erreur* », mais il l'assume.

Pas question donc de changer sa façon de faire. « *La méthode Macron, c'est de dire les choses* », a insisté le président, que son entourage dit « *agacé* » par le temps que prennent les réformes à se concrétiser. *Quand on vit tous dans une sorte de mensonge collectif, on n'avance pas.* « *Je me suis toujours tenu loin du microcosme et je suis bien avec mes concitoyens, donc je vais continuer* », a-t-il conclu. ■

CÉDRIC PIETRALUNGA

JUSTICE Collomb va porter plainte après les propos de Moix sur la police

Le ministre de l'intérieur, Gérard Collomb, a annoncé, jeudi 27 septembre, qu'il comptait porter plainte contre Yann Moix, après les propos « *injurieux et diffamatoires* » que l'écrivain et chroniqueur a tenu au sujet des policiers. Ce dernier a déclaré, samedi, sur C8 que la police française était « *une des plus violentes d'Europe* » et a accusé les policiers de « *se victimiser* » et de « *chier dans leur froc* ». – (Reuters.)

MUNICIPALES Edouard Philippe « n'exclut pas » un retour au Havre

Le premier ministre, Edouard Philippe, « *n'exclut pas* » de se présenter aux élections municipales au Havre en 2020, une ville qu'il a dirigée entre 2010 et 2017, a-t-il dit jeudi 27 septembre, dans « *L'Emission politique* » sur France 2. Pressenti par ailleurs pour conduire la liste de LRM à Paris, il a assuré ne « *pas y penser, pas du tout* », sans toutefois l'exclure. – (AFP)

Edouard Philippe sur la PMA : « Je pense qu'on peut y aller »

On savait qu'Emmanuel Macron y était favorable. C'était une de ses promesses de campagne. Depuis la rentrée, plusieurs ministres – dont le secrétaire d'Etat chargé du numérique, Mounir Mahjoubi, la ministre de la santé, Agnès Buzyn, le porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux, ou encore le ministre chargé des relations avec le Parlement, Christophe Castaner – ont exprimé leur volonté que la procréation médicalement assistée (PMA) soit ouverte aux femmes seules ou en couple avec une autre femme. Jeudi 27 septembre, M. Philippe a donné son feu vert. « *J'y suis, à titre personnel, plutôt favorable et je pense qu'on peut y aller* », a indiqué le premier ministre, invité de « *L'Emission politique* » sur France 2. Un soutien modéré, mais un soutien quand même.

Avant d'entrer à Matignon, l'ex-maire du Havre, issu de la droite juppéiste, était opposé à la PMA pour toutes. En 2013, alors que la France se déchirait sur le mariage pour tous, il avait cosigné une tribune avec Nathalie Kosciusko-Morizet pour expliquer son refus. Il y a un an quasi jour pour jour, alors qu'il participait pour la première fois à « *L'Emission politique* », il s'était montré moins

catégorique : « *Je ne crois pas qu'il y ait un droit à l'enfant, avait-il alors expliqué, mais je pense qu'on peut se poser la question de savoir si des femmes, soit en couple, soit célibataire peuvent recourir à la PMA.* »

M. Philippe a expliqué avoir « *évolué* » sur le sujet après avoir « *rencontré un certain nombre de femmes* » et consulté les travaux du Comité consultatif national d'éthique, qui a rendu mardi un avis favorable. Interrogé sur la possibilité du remboursement de la PMA étendue à toutes les femmes, une idée poussée par le parti LRM, le premier ministre a répondu : « *Je pense, oui.* »

Le premier ministre sait que le débat ne fait que commencer. A l'Assemblée, mercredi, il a souhaité qu'il soit « *apaisé* » et « *respectueux* » de toutes les positions. En dehors de la PMA, le projet de loi sur la bioéthique, qui sera présenté en conseil des ministres d'ici à la fin de l'année, abordera d'autres questions « *monstrueusement complexes* », selon les mots du chef du gouvernement. Comme celle de la levée de l'anonymat sur le don de sperme ou celle de la conservation des ovocytes, « *des questions* », a-t-il dit, qui « *donnent le vertige* ». Le premier ministre espère que ces débats ne divisent pas la France en deux camps irréductibles, comme l'a fait en son temps le mariage homosexuel. M. Philippe a pris soin de se placer à hauteur de ses compatriotes sur ces sujets complexes. « *Comme la majorité des Français, il m'arrive de me poser des questions* », a-t-il conclu. ■

VIRGINIE MALINGRE

LE PREMIER MINISTRE ESPÈRE QUE CES DÉBATS NE DIVISENT PAS LA FRANCE EN DEUX CAMPS IRRÉDUCTIBLES

HURTIGRUTEN

EMBARQUEZ AVEC NOS EXPERTS EN NORVÈGE

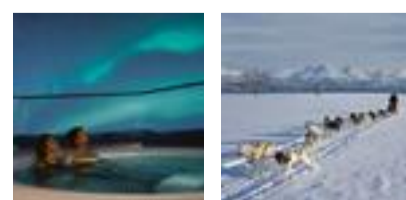
© Rmie van Meurs - RCS Paris B.449 035 0005 - IM075100037

— NOUS VOUS PROMETTONS LES AURORES BORÉALES.

SI VOUS N'EN VOYEZ PAS, VOUS REPARTEZ!

Les aurores boréales vous donnent rendez-vous, dès maintenant, en Norvège! N'attendez plus et embarquez à bord d'un navire Hurtigruten, vous serez aux premières loges pour observer ce phénomène incroyable. Nous sommes tellement convaincus que les aurores boréales vont apparaître que nous vous promettons, si elles ne se manifestent pas, de vous offrir un deuxième voyage l'année suivante*.

125 ANS
DEPUIS 1892
EXPERT
EN VOYAGES
D'EXPLORATION



Dans votre agence de voyages,
sur **HURTIGRUTEN.FR**
ou au **01 86 26 04 14**

**CROISIÈRE EN NORVÈGE
SOUS LES AURORES BORÉALES**

BERGEN-BERGEN : 12 JOURS

Départs quotidiens de Bergen
du 01.10.18 au 31.03.19

A partir de **1 172 € TTC****

* Offre soumise à conditions, valable pour la réservation d'un voyage Bergen-Kirkenes-Bergen du 01.10.18 au 31.03.19. Si aucune activité n'a été enregistrée par le navire lors de votre voyage, nous vous offrons un voyage de 7 jours en cabine intérieure double et demi-pension (hors transport aérien et autres prestations non mentionnées), valable sur une sélection de départs du 01.10.19 au 31.03.20. Conditions détaillées dans la brochure Hurtigruten Norvège 2018/19. ** Prix par personne, en pension complète, en cabine intérieure double pour un voyage de 12 jours (hors transport aérien).